

Sri Lanka

*Manifestations massives*

P.3

Véronique Mahé

*Sur la 7<sup>e</sup> circonscription*

P.4

Veolia

*Les salariés à l'eau plate*

P.5



**Je me bats pour qu'il y ait une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. J'y mettrai toute mon énergie. Pour que communistes, écologistes, insoumis, socialistes puissent gouverner ensemble, dans leur diversité.**

## Édito :

Les résultats de l'élection présidentielle ont été marqués par une tripolarisation du champ politique avec des dynamiques complexes conduisant les électeurs à enjamber le premier tour pour marquer le second. Les trois forces ont progressé à cette présidentielle : l'extrême droite d'abord qui obtient un résultat inégalé depuis la Libération, le pouvoir Macron qui a recueilli 1 million de suffrages en plus au premier tour, la gauche également qui bénéficie de la dynamique de l'Union populaire de Jean-Luc Mélenchon mais aussi de la belle campagne des communistes avec Fabien Roussel après 15 ans d'absence (là où Hidalgo et Jadot recomposent peu ou prou le score de Hamon en 2017).

C'est dans ce contexte que d'intenses discussions ont été engagées à gauche, à partir de la réalité politique issue de la présidentielle, pour des élections législatives qui lui se-

ront intimement liées. Souvent âpres, parfois dures, elles n'ont pas permis d'obtenir un accord permettant de maximiser les chances de gagner dans le plus grand nombre de circonscriptions. Elles conduisent cependant à un résultat inédit : rassemblée sous une bannière permettant la caractérisation de la diversité du rassemblement, la gauche PCF-PS-EELV-LFI aura avec « **La Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale** » un seul candidat dans toutes les circonscriptions. Chaque force conservant son autonomie, la possibilité de constituer un groupe à l'Assemblée nationale et pour les communistes quelques chances de gagner des députés en nombre supplémentaire.

Et l'essentiel avec ces candidatures uniques et unitaires reste d'endiguer la vague brune en empêchant l'entrée à l'Assemblée de députés RN par dizaines. Jusqu'à disputer la majorité au pouvoir Macron ? Travaillons-y ! C'est ce que

fera notre secrétaire départementale Véronique Mahé sur la 7<sup>e</sup> circonscription, de la Brière qui lui est chère jusqu'à la presque île guérandaise.

Quand au résultat final, ils dépendra du monde du travail et de la création, de sa capacité de lutte et de résistance à la brutalité sociale du pouvoir Macron comme aux idées d'extrême droite. Alors il appartient aux communistes de s'emparer de cet enjeu clé, politiser l'élection comme les luttes dans ce contexte démocratique hasardeux. Ils disposent de deux atouts majeurs : leur force militante et l'énergie combattive de Fabien Roussel désormais identifiée dans le paysage politique et médiatique. **Dans les semaines qui viennent, dans les entreprises, au plus près des travailleurs, donnons de la force aux espoirs de changement, rendons possible les jours heureux.**

**Aymeric SEASSAU**

## Mexique



Deux jours après avoir échoué à modifier la constitution dans le but de revenir sur la libéralisation du marché de l'énergie, le président mexicain Andrés Manuel Lopez Obrador a tenu sa revanche le 20 avril dernier.

**Le parlement, dominé par les députés de son parti Morena (gauche patriotique), a approuvé une loi de nationalisation des réserves de lithium,** désormais considéré « patrimoine de la Nation ». Les concessions privées déjà existantes, au nombre de huit, ne seront en revanche pas impactées.

Le lithium est un minerai stratégique pour la transition énergétique dans la mesure où il entre dans la composition des batteries des véhicules électriques. Au niveau mondial, l'Australie, le Chili et la Chine se taillent la part du lion dans l'extraction de cette ressource. Mais les conditions difficiles de son exploitation ont conduit à faire du lithium un goulot

## Nationalisation du lithium

d'étranglement. Les cours du lithium explosent depuis plusieurs mois, passant de 9 000 à 60 000 \$ la tonne en l'espace d'un an. Selon le secteur de l'exploitation minière, la demande mondiale pourrait être quadruplée d'ici à 2030.

Les réserves mexicaines en lithium sont pour l'instant difficiles à estimer. Mais le pays dispose potentiellement d'importants gisements dans l'État de Sonora (nord). **Comme souvent, les représentants du secteur minier et les États-Unis se sont opposés à la tentative mexicaine de nationaliser ses ressources au nom du respect des accords de libre-échange nord-américains.** Malgré le mur de l'argent qui se dresse face à elle, la majorité de gauche du président Lopez Obrador prouve que des failles existent dans l'impérialisme états-unien et que la transition énergétique peut profiter aux peuples du sud.

## Palestine



Le mois de Ramadan a vu les tensions escalader entre Palestiniens et Israéliens après des intrusions de troupes israéliennes sur l'esplanade des mosquées. Les vendredis 15, 22 et 29 avril, alors que plusieurs dizaines de milliers de fidèles étaient réunis pour les prières du mois saint de l'Islam, les soldats de Tsahal ont fait irruption dans la mosquée Al-Aqsa et ont fait usage de bombes lacrymogènes et de balles de caoutchouc faisant plusieurs centaines de blessés. En représailles, des jeunes manifestants palestiniens ont lancé des pierres sur le Mur des lamentations situé en contrebas sans que des blessés n'aient été à signaler.

Les affrontements entre Palestiniens et soldats israéliens ne sont pas nouveaux dans la vieille ville de Jérusalem mais c'est leur ampleur en plein Ramadan qui a surpris. Depuis de nombreuses années, Israël limite l'accès à l'esplanade des mosquées – annexée ainsi que tout Jérusalem-est en 1967 – aux seules femmes et hommes âgés de plus de 50 ans. Le Hamas a répliqué par le tir de plusieurs roquettes depuis la bande de Gaza mais la brièveté des opérations laisse à penser qu'un affrontement de plus grande ampleur ne faisait pas partie des objectifs d'aucune des parties.

La situation à Jérusalem, reconnue comme capitale de l'État de Palestine par plus de 120 pays, illustre l'impasse stratégique dans laquelle se trouve la société palestinienne. Face à un rapport de force totalement déséquilibré, la Palestine est condamnée par l'impuissance de ses dirigeants et le désintérêt des chancelleries européennes. La violence de la répression israélienne ne parvient pourtant pas à briser l'unité de la société palestinienne.



## Sri Lanka

### Manifestations massives

Le Sri Lanka est secoué depuis près d'un mois par des manifestations massives contre le gouvernement du clan Rajapaksa. Engluée dans la crise économique, l'île de 23 millions d'habitants a vu se constituer le plus large mouvement de contestation politique de son histoire.

Depuis le début de la pandémie, le Sri Lanka a vu son industrie touristique, principale pourvoyeuse de devises, s'effondrer. Le pays, hautement endetté, a du faire défaut sur 51 milliards \$ de dette extérieure le 12 avril. Conséquences, le prix des biens de première nécessité s'envole et la pénurie se généralise. Le carburant, principal source d'énergie de l'île, a augmenté de 130 %. Le passage du jour au lendemain à l'agriculture 100 % bio dans un souci de limitation des importations d'engrais a mis fin à l'autosuffisance alimentaire du pays. Le président Gotabaya Rajapaksa a fait appel au FMI pour tenter un renflouement partiel de la dette sri lankaise.

Face à la crise, le peuple s'organise dans un mouvement populaire jamais vu depuis l'indépendance. Les

revendications ne portent pas uniquement sur les besoins économiques mais également sur la corruption du gouvernement. Pour la première fois, les protestations ne sont pas le seul fait des minorités mais également de la majorité cinghalaise bouddhiste et transcendent les classes d'âge.

La répression est dure et un manifestant a été tué par balle le 19 avril dans le centre de l'île. Le pouvoir a déjà partiellement cédé en limogeant le Premier ministre Mahinda Rajapaksa, frère du président. Il propose un gouvernement d'intérim sous la houlette du président en place. Insuffisant pour la rue qui fait le siège du palais présidentiel à Colombo et demande le départ de Gotabaya Rajapaksa.

Le Front de libération du peuple (JVP, marxiste-léniniste) est au premier rang des manifestations. Il a demandé la formation d'un gouvernement d'intérim sans les Rajapaksa dans l'attente d'élections anticipées. Un message rappelé à l'occasion du 1er mai.

## Twitter

### Le milliardaire Elon Musk s'offre un média social très influent

**Le milliardaire sud-africain Elon Musk a cassé la tirelire pour s'offrir le géant du numérique Twitter et ses 330 millions d'utilisateurs mensuels.** Face au risque d'une OPA hostile, le conseil d'administration de l'entreprise de micro-blogging a accepté l'offre de rachat de 44 milliards \$ de l'excentrique homme d'affaire.

Elon Musk, fils d'un patron ayant fait fortune dans l'extraction du diamant au temps de l'apartheid, est aujourd'hui à la tête de la société de véhicules électriques Tesla et de la compagnie spatiale privée SpaceX. **Gavées d'argent public, ces entreprises qui ont vu leur valeur boursière gonflée sans rapport avec leur production marchande réelle valent à M. Musk d'être considéré par le groupe Bloomberg comme l'homme le plus riche du monde avec une fortune estimée à 270 milliards \$.**

Le rachat de ce réseau social aussi influent inquiète au regard des opinions exprimées par Elon Musk. Habitué des coups d'éclat en public, celui qui était jusqu'alors connu pour être proche des cercles libertariens s'est de plus en plus affiché au côté des milieux d'extrême droite aux États-Unis. Le rachat de Twitter, considéré comme « la place du village » par son nouveau patron, a d'ailleurs été salué par les leaders trumpistes qui espèrent que les propos racistes et complotistes pourront faire leur retour sur le réseau social et ce, à commencer par ceux de Donald Trump lui-même, banni de la plateforme suite à ses appels à l'insurrection après l'invasion du Capitole en 2020.

**Cette opération record est une indication de l'accélération dans le processus de concentration du capital dans le domaine du numérique.** Désormais, quelques capitalistes seuls ont acquis une influence démesurée sur des outils utilisés quotidiennement par des millions de citoyens.





## Premier tour de la présidentielle 2022

*Records pour l'extrême droite et l'abstention*

Un des principaux enseignements du premier tour de l'élection présidentielle aura été le très fort taux d'abstention, de l'ordre de 26 % - soit 12,8 millions de personnes. Ce phénomène est d'autant plus préoccupant qu'il s'est vu accentué dans les zones où le sentiment d'abandon est le plus marqué, notamment en Corse et en outre-mer - jusqu'à 69 % en Polynésie. En Loire-Atlantique, un département qui vote d'habitude plus qu'au niveau national, c'est l'évolution de l'abstention par rapport à 2017 sur un certain nombre de communes qui retient l'attention : - 12 % de votants dans la nouvelle commune des Vallons-de-l'Erdre, - 11 % à Saint-Vincent-des-Landes, Issé, La Grignonnais...

Il faut donc remonter jusqu'à la présidentielle de 2002 pour retrouver une telle faiblesse de participation, élection qui a pour la première fois positionné l'extrême droite pour le second tour.

Un deuxième enseignement des résultats du scrutin du 10 avril dernier aura été que, pour la troisième fois dans l'histoire de la Cinquième République, l'extrême droite se sera retrouvée présente au second tour avec le RN, totalisant par ailleurs avec les partis d'Éric Zemmour et de Nicolas Dupont-Aignan un

nombre de voix supérieur au cumul de toutes les forces de gauche et écologistes. Ainsi, le quinquennat d'Emmanuel Macron aura engendré, entre autres faillites, une augmentation de presque deux millions de voix supplémentaires pour des partis qui ont fait de la haine et du racisme leur fonds de commerce.

Un troisième élément aura été que, malgré le déchaînement des colères suscitées pendant cinq ans par le président des riches, la mécanique institutionnelle a replacé celui-ci en pole position, grand favori d'un deuxième tour qu'il perçoit comme la validation de son entreprise de régression sociale.

Cependant, bien que minoritaire, l'ensemble des forces de gauche aura lors de cette élection progressé de plus d'un million de voix (1 247 000) par rapport à 2017, grâce aux scores de Jean-Luc Mélenchon (+ 652 000), bénéficiant dans les derniers jours d'une réorientation de votes écologistes, socialistes et communistes en sa faveur, et de Fabien Roussel qui, n'étant pas présent en 2017, a obtenu 802 000 suffrages. Le résultat du candidat communiste est le fruit d'une belle campagne. Cela aura permis à nos idées de se faire entendre à nouveau et de se réinstaller sérieusement dans le paysage.

## Deuxième tour

*Sans espoir et sans surprise*



Circulez... il n'y a rien à voir ! L'ex-président candidat est réélu, comme attendu, sans avoir véritablement fait campagne. Malgré un bilan très controversé et une gestion clivante, les institutions de la Cinquième République ont offert à nouveau à Emmanuel Macron les clefs de l'Élysée. Il est de fait avéré que l'élection présidentielle, de par les pouvoirs qu'elle octroie au vainqueur, impose son rythme à l'ensemble de la vie politique du pays.

Cela donne à ce scrutin un poids particulier et au rôle de Président de la République une suprématie problématique. Il est toujours bon de rappeler que, si des appels à une Sixième République se font régulièrement entendre, le Parti communiste est le seul à avoir, en tant que parti, dénoncé dès 1958 les dérives personnelles que la Cinquième engendrait.

Ces deux dernières décennies, nous avons connu des deuxièmes tours de présidentielles avec qualification d'un candidat d'extrême droite. En 2002, la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour avait fait l'effet d'un coup de tonnerre et apporté sur un plateau la victoire à Jacques Chirac : 82,21 % contre 17,79 %. Les élections de 2017 ayant permis à Emmanuel Macron de se retrouver face à Marine Le Pen, le score du futur président - 66,10 % contre 33,90 % - a été sans appel, quoique sensiblement inférieur à celui de 2002.

Cette année, la reprise du scénario ayant mis en scène les deux mêmes protagonistes, l'écart entre le président sortant et la candidate d'extrême droite a été beaucoup plus réduit - 58,55 % contre 41,45 % -, malgré de nombreux appels en faveur d'un barrage républicain. Cette évolution a tout lieu d'inquiéter tout citoyen pour qui les idées haineuses, les idées racistes ne devraient tout simplement pas avoir droit de cité.

Les 2 650 000 voix supplémentaires en faveur de Marine Le Pen sont et resteront une tache indélébile du quinquennat d'Emmanuel Macron, une preuve supplémentaire d'échec.

## V<sup>e</sup> République

*Entre homme providentiel et populistes*



Après quinze ans d'absence aux élections présidentielles, la parole communiste (portée chaleureusement par Fabien Roussel) est de retour. Un scrutin structurant de notre société qui porte la marque de la dérive présidentialisée de la république. Une réalité qui accentue la personnalisation et la bipolarisation au détriment du fond, tout au moins pour ceux qui s'inscrivent dans cette démarche. Il y a quelque chose du bonapartisme dans cette institution, la quête de l'homme providentiel et charismatique au détriment de l'émancipation sociale et humaine qui est l'alfa et l'oméga du communisme. À ce propos, on se souvient sans peine de l'hégémonie socialiste depuis 1981 accentuée par l'instrumentalisation du vote « utile », vote de circonstance par défaut qui s'appuie tendanciellement sur des réflexes de peur : peur qu'il n'y ait pas un candidat de gauche au deuxième tour, favorisant celle ou celui qui est le mieux placé, peur de la réalité des extrêmes droites nationalistes et populistes elles-mêmes instrumentalisées et banalisées.

Cette parole était absente. Elle exprime le courant communiste. À la fois légitime et de droit, au-delà de toute culpabilisation et accusation, crédible par son projet d'une république sociale et démocratique, par ses propositions concrètes sociales et environnementales (le travail universel et les salaires, le coût du capital et le pôle public financier, la promotion politique des classes populaires et travailleuses).

On se souvient sans peine du rôle joué par le PCF dans l'élaboration du rassemblement initial du Front de Gauche à l'automne 2008 puis de la construction d'un programme et d'une candidature commune aux élections de 2012 portée par J.L. Mélenchon. La création de la France Insoumise (FI) en 2016 laissera au PCF une seule voie, celui du soutien sans accord en 2017 avec le délitement du travail et des résultats communs au profit de l'homme présidentialisé. Un effacement préjudiciable probablement qui, dans le même temps, interroge la tendance hégémonique de la FI et son projet d'un populisme de gauche qui entame et aspire la diversité. L'antagonisme de classe et le clivage gauche-droite sont relégués au profit de l'homme fort et de la promotion du concept « peuple global » et de ce qui s'y exprime, notion intégrale et floue qui prend le risque de certaines porosités avec d'autres courants populistes ou conservateurs.

Il est temps de reconstruire une nouvelle république qui assume la proportionnelle à l'Assemblée nationale.

# Législatives 2022

Un accord entre les communistes, la France insoumise, les verts et les socialistes qui change le rapport de force

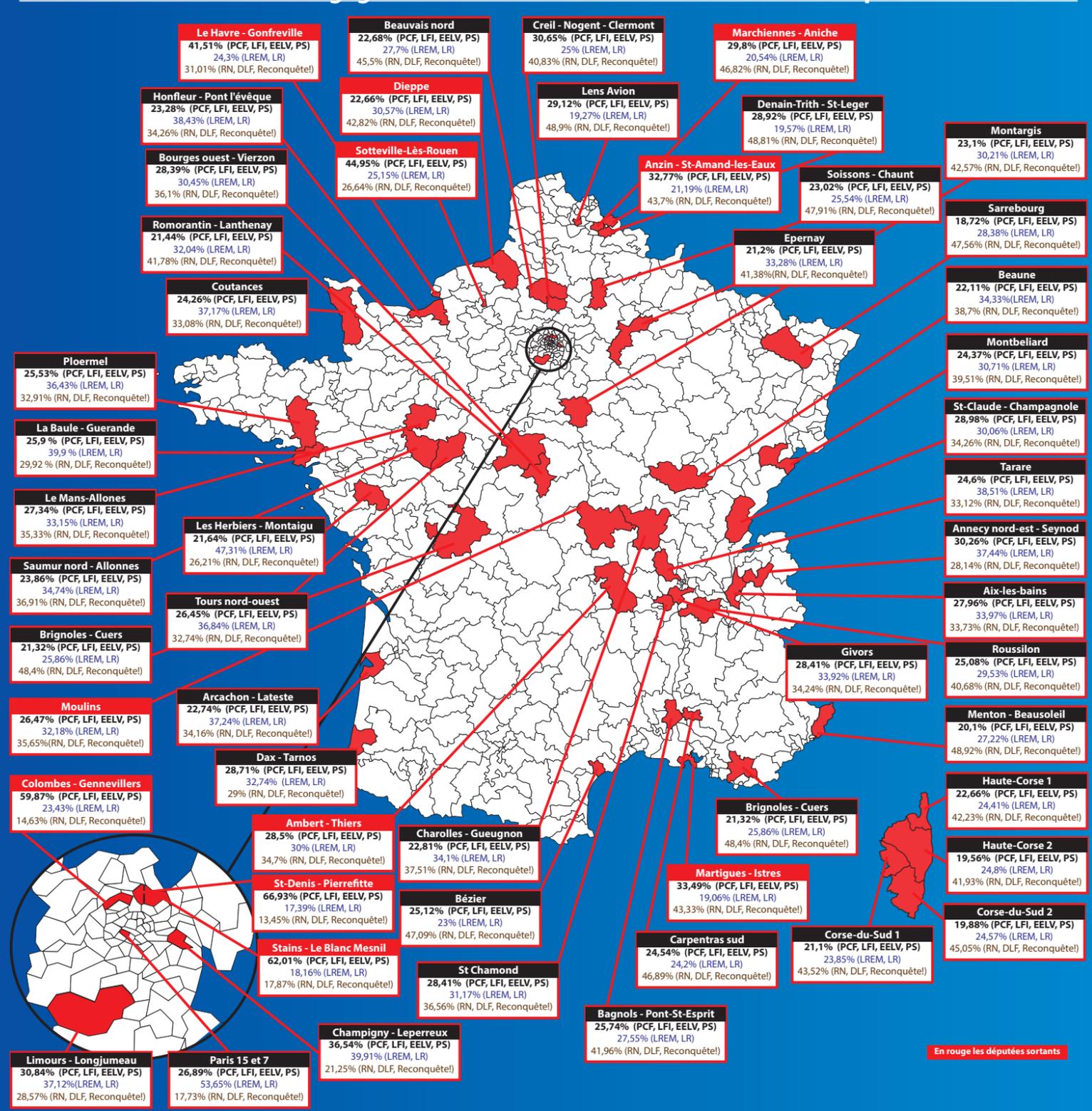
Devant la violence du pouvoir Macron et la menace de l'extrême droite, quatre forces de gauche s'unissent au sein d'une alliance en vue des élections législatives de juin : la Nouvelle union populaire écologique et sociale.

Le désir d'unité s'était fortement exprimé chez les électeurs de gauche depuis la présidentielle et son second tour antisocial. L'accord, imparfait par nature, laissera de nombreux déçus en particulier chez les militantes et les militants qui s'investissent depuis des années dans leur territoire. Néanmoins, face au risque de disparition d'une gauche qui ne compte à l'heure actuelle que 60 députés, il préserve chaque composante de l'accord avec la possibilité de former un groupe et respectant la diversité des courants de gauche.

Pour notre Parti, la donne est simple : 50 circonscriptions (hors Corse) auront des candidats communistes pour représenter la gauche unie, soit le seuil nécessaire pour accéder au financement public des partis politiques. Sur ces 50, on compte les onze circonscriptions sortantes et plusieurs autres où la gauche peut légitimement espérer reconquérir des députés, en majorité dans des zones hors des grandes métropoles, oubliées par les politiques néolibérales (Lens-Avion, Dax, Vierzon, Denain, Creil...).

Le piège était pourtant tendu, entre la division mortifère et la tentation hégémonique de l'Union populaire. Devant les attentes si nombreuses du peuple et ses besoins si pressants, le Parti communiste français et ses militants ont fait le choix de la responsabilité.

## Carte de France des rapports de force Gauche/Droite/Extrême droite où les communistes sont engagés en fonction des résultats du 1er tour de la présidentielle 2022



## Des communistes sur la 7<sup>e</sup> circonscription de Loire-Atlantique

Véronique Mahé



conseillère municipale pendant 25 ans et aujourd'hui comme conseillère régionale.

Du littoral à la Brière, notre population doit faire face aux difficultés liées à la politique d'Emmanuel Macron : la vie chère, la désertification médicale, l'appauvrissement des services publics, la crise du logement. Cette campagne, je souhaite la faire dans la proximité, écouter la parole citoyenne pour mieux répondre aux problématiques du quotidien. Contrairement à la politique défendue par l'actuelle députée LREM, je veux porter le projet qui relève les défis auxquels nous sommes confrontés.

« Le 12 juin prochain, je représenterai le PCF sur la 7<sup>e</sup> circonscription de Loire-Atlantique. C'est une grande fierté pour moi d'avoir votre confiance pour agir en responsabilité face au danger de l'extrême droite.

Ce territoire, je le connais bien, j'y vis depuis toujours, je m'y suis impliquée comme

Avec Christophe Rouxel, mon suppléant, avec vous, avec les forces de gauche dans toutes leurs diversités, il est possible de faire gagner nos valeurs et nos priorités. »

Christophe Rouxel



analysée par divers observateurs, comme un engagement pour la décentralisation artistique dans les milieux ruraux et urbains et avec une esthétique libre et appropriée qui fonde le projet d'un théâtre populaire pour tous ! Faire du théâtre ou faire de la politique peut-il participer à la compréhension et à une organisation du Monde ? Oui, je le crois fortement.

« Je me suis engagé à l'automne 2021, pour la première fois de ma vie publique dans un parti politique, après lecture du programme porté avec fougue et espoir par Fabien Roussel, chez qui j'ai tout de suite apprécié les qualités humaines, la fraîcheur du discours, l'alliance étonnante de la gravité et de l'humour. Une forme de politique populaire pour tous !

Ma trajectoire artistique en tant que metteur en scène de théâtre et formateur est

Analyser le cœur, le corps, la pensée de l'homme, raconter le mieux possible les histoires des « petites gens » au milieu de la grande Histoire, dire les injustices, raconter les révoltes, c'est aussi une forme de résistance têtue, fragile mais nécessaire !

Voici, ici et maintenant, le sens de mon engagement. »

Christophe sera donc le suppléant de Véronique pour porter les idées de gauche au plus haut.

## Veolia

### Les salariés à l'eau plate et les actionnaires au champagne

Le lundi 25 avril dernier, de nombreux salariés de Veolia eau Bretagne, Pays de la Loire et Centre Val de Loire, en grève, se sont réunis devant le siège régional à Nantes pour demander une revalorisation de salaire et une revalorisation du régime indemnitaire.

À l'heure où l'inflation est annoncée à 4,5 % sur un an, avec une augmentation de l'énergie de 29 %, de l'alimentation de 2,8 %, des produits frais de 7,2 %, la revalorisation de seulement 2 % octroyée par Veolia après les négociations annuelles obligatoires (NAO) a du mal à passer ! La direction régionale Centre-Ouest avait proposé lors des négociations une augmentation au 1<sup>er</sup> juillet 2022 de seulement 8,15 € pour une semaine d'astreinte, de passer la fiche repas de 12 € à 13 € et une revalorisation de 22 € brut minimum pour les salariés non soumis à l'astreinte, percevant moins de 28 000 € annuels brut.

Pour la CGT Veolia, « 33 % des employés Veolia eau de la région Centre-Ouest ont un salaire minimum conventionnel inférieur au SMIC mensuel, soit moins de 1603 € brut (...) Il est incohérent que les collectivités prennent le moins disant social lors des renouvellements contractuels au détriment des salariés, alors que dans les années à venir il faudra gérer des manques d'eau potable en France. »

Il est important de continuer à porter la perspective d'un nouveau modèle de développement, pour nous libérer des dégâts sociaux, écologiques et climatiques du capitalisme en investissant massivement dans la construction d'un véritable service public de l'eau. **Celui-ci permettra de garantir le même tarif à chaque habitant et habitante du pays. Il accompagnera les communes dans le renouvellement de leurs réseaux, afin de préserver cette ressource indispensable.**



### 1<sup>er</sup> mai 2022

*Du muguet et de la lacrymo*

La journée internationale des travailleurs et des travailleuses a fortement mobilisé en Loire-Atlantique. Plus de 5 000 personnes à Nantes, 800 à Saint-Nazaire, 180 à Couëron, 110 à Châteaubriant, 100 à Ancenis sont descendus dans la rue sous les mots d'ordre d'augmentation des salaires, d'arrêt des réformes anti-sociales, de transition écologique et de lutte contre le fascisme.

Si l'unité politique et syndicale s'est affichée dans les cortèges, témoignant de la volonté partagée des travailleurs et des travailleuses d'engager des ruptures franches avec les politiques libérales de Macron, la fête a été gâchée à Nantes. Des groupuscules d'agitateurs gauchistes ont attaqué et pillé plusieurs commerces, provoquant la répression policière de la manifestation. Plus tard, ces agents de la réaction iront même jusqu'à taguer les bâtiments occupés par la Confédération générale du travail au sein de la maison des syndicats, confirmant ainsi leur nature petite-bourgeoise et antisyndicale.

Alors que le président réélu compte aggraver ses attaques sur les salariés et les familles populaires, le monde du travail a montré qu'il était prêt à lui répondre dans la rue.

## Hébergement : urgence à Saint-Nazaire

*Un toit, c'est un droit*

Depuis une quinzaine de mois, le Collectif Urgence Sociale Saint-Nazaire Plus Jamais Sans Toit-t se mobilise quotidiennement pour accueillir et héberger des personnes sans toit, des familles, des hommes ou femmes seules, parfois sans-papiers, des personnes expulsées de leur logement ou récemment arrivées sur le territoire.

En mars de cette année, des « Assises locales de solidarité avec les migrant.es » ont été organisées par trente associations, assises qui ont mis en relief le besoin criant de solutions d'hébergement d'urgence.

Le Collectif Urgence Sociale a procédé à la « réquisition citoyenne » de deux maisons préemptées par la municipalité, permettant d'accueillir plus d'une centaine de gens et a demandé – lors de deux rendez-vous obtenus il y a quelques mois – à la mairie d'établir un bail précaire.

Menacés d'expulsion, la vingtaine d'habitants (dont six enfants) des « Maisons d'Hébergement Solidaires » se sont retrouvés au tribunal le 27 avril. Leur avocate, se prévalant du fait qu'« un toit, c'est un droit » a conclu sur la nécessité du bail précaire déjà réclamé. La municipalité, quant à elle, n'avait pas d'autre argument à faire valoir que ceux relatifs à la propriété privée de bâtiments qui cependant resteront inoccupés pendant encore des années... **Le verdict devrait être rendu le 8 juin.** À noter, le passage de cinq travailleurs sociaux de la SIAO la veille du procès, sans que le collectif ou les habitants n'aient été prévenus de leur venue, ce qui n'a donc pas permis le recensement de l'ensemble des personnes présentes (seules trois ont été vues).

Les statistiques font état de 574 personnes à la rue à Saint-Nazaire et de 3276 logements vacants. Alors que Saint-Nazaire connaît une forte poussée de la spéculation immobilière, rejetant toujours plus de monde vers la précarité, il serait temps que le respect dû à chaque vie humaine nous guide vers des solutions solidaires et pérennes.



## Huma-café avec Lydie SALVAYRE



Avec plus d'une vingtaine de livres à son actif, Lydie Salvayre est une autrice qui compte dans le paysage littéraire contemporain. L'œuvre, très diverse, a quitté délibérément les parages de la neutralité et du consensus pour porter la voix des victimes du monde tel qu'il est. Ouvrier prématurément usé, transi devant la direction de l'entreprise, locataire insolvable insultant l'huissier de circonstance avec un retour jouissif sur les années quarante, groupe de jeunes marginaux infiltré par les RG, les protagonistes des romans de Lydie Salvayre, avec leurs fragilités, leurs maladroites, mettent en pleine lumière les dysfonctionnements d'une société qui n'a pas été faite pour eux.

En 2014, l'auteure recevait le Prix Goncourt pour « Pas pleurer ». Ce livre donnait à entendre deux voix relatives aux années de guerre civile espagnole : celle de l'écrivain Bernanos dénonçant l'Église qui fermait les yeux sur les horreurs perpétrées par les franquistes et celle de Montse, mère de la narratrice, revenue aux souvenirs enchantés de l'insurrection libertaire à laquelle elle s'était pleinement donnée.

Récemment, avec « Rêver debout », Lydie Salvayre a interpellé Miguel de Cervantes lui-même, considérant avec force arguments que le sujet Don Quichotte avait été outrageusement maltraité, que l'ingénieux hidalgo méritait mieux que moqueries, bastonnades et autres vexations. La fausse ingénuité de ton et le second degré apportent une résonance très contemporaine au texte et démontre magistralement la modernité décapante du grand auteur espagnol, ainsi que le désagréable sentiment que rien ne change fondamentalement...

Ainsi, c'est à l'image d'un Don Quichotte actuel que notre autrice pourfend sans relâche les moulins à vent de l'injustice et dénonce haut et fort, avec les armes fragiles de la littérature, les travers du monde.

**L'Huma-café recevra Lydie Salvayre :  
Vendredi 20 mai, à 18h00  
Au Lieu Unique à Nantes**

## Cinéma

*De nos frères blessés...*

Été 53. Bords de Seine, guinguette, bal. Un homme, une femme, jeunes. Quelques verres, un peu plus de regards, retour en voiture... Et prise de becs mémorable. **Elle, est immigrée polonaise, son père est bloqué de l'autre côté du rideau de fer, alors le stalinisme, hein !, faut pas lui en raconter. Lui, est ouvrier du gaz, à la CGT et au Parti communiste algérien, alors, hein !, il défend ses intérêts de classe face à l'exploitation.** Étincelles (véridiques), feux de l'amour, mariage. Fernand revient à Alger avec Hélène et le fils ado de cette dernière, Jean-Claude.

Novembre 1956. Des paras qui ne digèrent pas la défaite en Indochine ont carte blanche pour mener une sale guerre « sans nom » face à l'insurrection algérienne. Projetant un attentat matériel, calculé pour ne faire aucune victime, Fernand est dénoncé, arrêté par l'armée, torturé, jugé et condamné à mort au terme d'un procès militaire, inique et expéditif - tenu en une journée.

**Le Garde des sceaux, François Mitterrand, s'oppose à la grâce.** Le président Coty le suit. Fernand Iveton est

guillotiné le 11 février 1957, avec deux de ses camarades, Mohamed Ouenouri et de Mohamed Lakhneche. **Son dernier cri : « Vive l'Algérie libre ! Vive l'indépendance ! »**

« De nos frères blessés », inspiré du roman éponyme, est porté par l'interprétation, on devrait dire l'incarnation, de Vincent Lacoste et de Vicky Krieps. **Ces deux-là mènent combat avec un feu intérieur d'une rare intensité face à la grande broyeuse de l'histoire.** Sans oublier Jules Langlade (Jean-Claude, adopté par Fernand, fier de ce nom : Iveton). Le cinéaste Héliel Cisterne rend avec la même tension aiguisée l'intime lumineux et l'engagement mené du côté de la vie. Un regard d'aujourd'hui qui rend justice et dignité à ces trois là, entre autres, et les sauve du silence et de l'oubli de l'histoire officielle.

Voir aussi la notice détaillée de l'affaire Iveton sur [maitron.fr](http://maitron.fr)

Michel GUILLOUX



## Élargir le public des musées



### Nuit européenne des musées 2022

En France, mais aussi en Italie, en Croatie ou encore en Hongrie, des dizaines de musées vont ouvrir gratuitement leur porte en soirée du 14 mai jusqu'à minuit, voire pour certains une heure du matin ! Afin de donner à la manifestation une dimension festive et ludique, les établissements participants conçoivent des événements associant le talent d'artistes, de professionnels ou de bénévoles venus d'horizons divers en proposant des animations en direction de tous les publics.

Ainsi, le département offre à notre curiosité de véritables possibilités de découvertes, et les choix pourront être parfois difficiles, selon que nous sommes plutôt attirés par les métiers de la mer (Écomusée de Saint-Nazaire) ou de ceux de l'eau douce (Musée de l'Erdre à Carquefou), selon que nous préférons connaître la mine et la forge (Musée des forges à Moisdon-la-Rivière, Les Forges de la Hunaudière à Sion-les-Mines), la fabrication d'outils agricoles (La Maison Huard à Châteaubriant), le travail des paludiers (Musée des Marais salants à Batz-sur-Mer) ou encore ceux de la vigne avec le Musée du Vignoble nantais au Pallet qui vous propose un programme varié pour petits et surtout pour les grands avec son exposition et la visite des collections et comme il se doit des dégustations de vins locaux.

À Rezé, le Chronographe vous propose de décrypter la recette du verre romain et de découvrir les secrets de sa fabrication dans l'atelier d'un artisan verrier, profitez pleinement du parc où était la cité de Ratiatum pour découvrir ses richesses archéologiques accompagnées par des performances dansées et une installation interactive, immersive et poétique de Mickaël Lafontaine.

**Ce tour des musées n'étant pas exhaustif, le programme complet est disponible sur le site de la « Nuit des Musées 2022 ».**

## Contaminations alimentaires

André Chassaigne veut renforcer les moyens pour la sécurité de nos aliments



La multiplication des contaminations au sein de la filière agro-alimentaire pose la question de la sécurité alimentaire dans notre pays et plus largement de l'Union européenne. Elles remettent à l'ordre du jour les préconisations du rapport déposé en décembre 2020 par André Chassaigne à l'issue de la mission d'information qui lui avait été confiée avec la députée du Nord Catherine Osson. Le titre donné à ce rapport était par lui-même une alerte : « Pour une alimentation sûre et saine : renforcer la sécurité alimentaire au sein de l'Union européenne ».

Il faisait le constat de la multiplication des scandales alimentaires depuis une décennie et préconisait que soit « complétée et renforcée » la législation européenne. Ce règlement établissait notamment les règles d'hygiène applicables à toutes les entreprises du secteur alimentaire et à tous les stades de la chaîne alimentaire humaine.

Comme l'avait déjà constaté la Cour des comptes dans son rapport annuel de 2019, les moyens attribués à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) sont en baisse année après année.

À titre d'exemple, la DGCCRF du Nord est passée de 65 à 57 agents entre 2015 et 2020, c'est le département où est implantée l'usine de production des pizzas surgelées de la marque Buitoni contaminées par la bactérie E.Coli.

Cette situation est d'autant plus préjudiciable à la sécurité sanitaire des aliments produits que ce sont désormais les exploitants du secteur agro-alimentaire qui assurent leurs propres contrôles, avec une obligation de résultat et non plus de moyens, ce qui engendre d'importantes différences de pratique d'une entreprise à l'autre.

Cette méthode de marginalisation de l'intervention publique est l'expression du choix libéral de limiter les dépenses publiques. Au final, elle contribue à fragiliser la sécurité alimentaire avec des conséquences graves sur la santé, jusqu'à provoquer des décès d'enfants.

Au regard de la douloureuse actualité des contaminations alimentaires et sans attendre les résultats des enquêtes en cours, 5 priorités seront au cœur de la campagne des candidats communistes aux élections législatives et de l'action de leur groupe parlementaire dans la nouvelle mandature :

- Renforcer la formation des professionnels aux pratiques de la sécurité sanitaire des aliments.
- Adopter une définition européenne de la « fraude alimentaire », qui n'existe pas aujourd'hui, et créer une police sanitaire européenne pour la réprimer.
- Se doter dans chaque État membre des moyens pour le contrôle de la conformité des produits importés.
- Imposer un étiquetage de l'origine géographique des denrées alimentaires.
- Supprimer les dérogations permettant à certains établissements agroalimentaires de ne pas être soumis à la procédure d'agrément.

## Tourisme social

Faire des vacances un droit réel pour tous (intervention de Véronique Mahé, session régionale du 24 mars 2022)

« Plus de 40 % des familles ne partent pas ou presque jamais en vacances. Ce chiffre considérable ne va que s'accroître. En effet, lorsque l'on parle d'exclusion, travail, logement, nourriture sont les premiers mots qui viennent à l'esprit. Nous pensons immédiatement aux personnes en difficulté et aux associations qui leur viennent en aide. Mais l'exclusion, ce n'est pas seulement parler des plus démunis.

Aujourd'hui, de plus en plus de personnes qui ont un travail, un salaire parviennent à peine à subvenir au minimum nécessaire. Pour eux les vacances, le tourisme sont secondaires non par choix mais par manque de possibilités[...]. Le droit aux vacances valorise ceux qui en bénéficient, en leur reconnaissant le droit à l'enrichissement culturel, il permet à chacun de cultiver sa propre capacité à reconnaître le droit à la différence. Il est un temps d'apaisement individuel, et participe à la construction d'une société elle-même apaisée.

Le droit aux vacances est une source d'émancipation, d'épanouissement mais également de cohésion sociale. À l'heure où notre société en a le plus besoin, nous ne pouvons accepter l'exclusion grandissante et le sentiment de déclassement social de ces familles privées de vacances sur le territoire ligérien.

Comment construire le tourisme de demain, sans intégrer dans la politique régionale le tourisme solidaire, secteur qui est loin d'être marginal avec 72 hébergements touristiques, plus de 1300 millions de nuitées, 83,8 millions d'euros de chiffre d'affaires, 545 ETP, secteur qui s'affirme porteur de nouveaux modèles et de solutions d'avenir, créateur d'emplois souvent non délocalisables et s'adaptant aux nouvelles attentes en particulier en matière de développement durable ?

La mention faite du tourisme social, en une ligne, dans la stratégie ESS, ne suffit pas à démontrer l'engagement de la Région. Nous devons faire du droit aux vacances pour toutes et tous, un droit réel, en faisant du tourisme social l'une des priorités du schéma de développement du tourisme et des loisirs (SRDTL). Mme la Présidente, vous nous proposez d' « Anticiper et agir plus ensemble »...

Engageons-nous pleinement dans le droit aux vacances pour toutes et tous en lien avec l'ensemble des partenaires concernés en inscrivant la valorisation du tourisme social comme 5<sup>e</sup> priorité du SRDTL, en décidant de le soutenir de manière pérenne et en lui redonnant de la visibilité. »



## Économie sociale et solidaire

Au service des besoins sociaux et non du capital



Pour être pérennes, fructueux et efficaces, [les liens entre services publics et ESS] doivent pouvoir s'appuyer sur une finalité commune et des buts complémentaires ; sur un système de relations coopératives ; sur des conventions d'objectifs et de résultats transparents, assurés par des critères d'évaluation fondés sur la qualité, l'efficacité et la pérennité. (...)

Les élus locaux, dont le Projet Politique Partagé (PPP !) est de mettre leurs mandats et les moyens administratifs et techniques dont ils ont la charge au service transparent, démocratique, des intérêts des citoyens, ont tout intérêt à entrer en coopération avec une économie elle-même au service des besoins sociaux et non du capital. (...)

On en revient ainsi à la question centrale de la place des humains dans ces dispositifs, à la cohérence systémique de la démocratie pour une ESS des « communs qui puisse soustraire le travail à la logique libérale et à sa subordination. Et donc à la nécessité d'une définition et d'une pratique communistes d'une ESS émancipatrice dans les rapports de travail.

Il faut donc s'assurer des adéquations coopératives entre ESS et Services publics. Quelles conditions relationnelles – existantes ou/et à créer – seront porteuses des résultats attendus en termes de cadres juridiques, de conventions coopératives, d'humanisme et d'organisation solidaire, d'adéquation des moyens humains avec des projets respectifs, où l'humain est également finalité ? Quelles capacités d'adéquation de l'une ou de l'autre faut-il pour des buts communs ?

Extraits du Manifeste pour une conception communiste de l'Économie sociale et solidaire (éd. de l'Humanité)



**2022  
un nouvel élan**

L'année 2022 semble être bonne pour les Jeunes communistes de Loire-Atlantique. Après un congrès national fin janvier ayant défini notre ligne politique et où nous avons réaffirmé notre soutien à Fabien Roussel, nous sommes partis en campagne aux côtés du Parti communiste pour porter haut nos valeurs et le soutien de la jeunesse à la candidature du Parti communiste français.



Cette campagne nous a permis de faire des rencontres et d'amener dans nos rangs de nouveaux camarades prometteurs et motivés notamment lors du meeting de Fabien à la Cité des congrès le 21 mars. **Ce moment fut très intense et nous avons un stand dans le hall où nous avons pu rencontrer les jeunes de la région et échanger sur le projet communiste.**

Nous avons été présents au rassemblement contre le fascisme à Nantes et nous nous sommes rendus à la manifestation du 1er mai, fête des travailleurs et des travailleuses.



Après cette réélection d'Emmanuel Mckinsey Macron nous sommes plus que jamais déterminés à lutter pour la jeunesse et contre le capital. Lors de notre dernière Assemblée générale nous avons réaffirmé nos positions politiques et analysé la campagne présidentielle qui pour nous a été une réussite après l'effacement du PCF ces 15 dernières années. Nous nous satisfaisons aussi de la présence du MJCF dans les médias durant la présidentielle avec notamment notre Secrétaire général Léon Desfontaines.

Forts de notre nouvelle direction élue depuis l'été dernier, nous sommes présents sur le terrain et nous le serons encore tout au long de l'année.

En juillet nous reconduirons comme chaque année une après-midi de Tournoi de football à la Trocardière à Rezé en soutien au peuple palestinien, ce moment fraternel sera tant sportif que politique et sera l'occasion de belles rencontres.

Marius HEGO

**27 mai 2022**

*Journée nationale de la Résistance*



Le 27 mai 1943 avait lieu la première réunion du Conseil national de la Résistance (CNR), rue du Four à Paris. Cette réunion, présidée par Jean Moulin, était le fruit d'un travail d'unification des différents mouvements résistants à l'occupation et à la politique collaborationniste de Vichy. Vont y participer des représentants de partis politiques, d'organisations syndicales et de mouvements nés de la résistance des zones nord et sud. L'importance de cette rencontre va être rapportée notamment par de Gaulle, qui écrit dans ses Mémoires de guerre : « J'en fus à l'instant même plus fort tandis que Washington et Londres mesuraient sans plaisir mais non sans lucidité, la portée de cet événement ».

Les buts de cette réunion auront été de mettre en œuvre la coordination des actions futures de la Résistance et de travailler à un programme de mesures à appliquer dès la libération du territoire. **Ce programme du CNR, composé de réformes économiques, sociales et politiques, se fera connaître sous le nom de « Les Jours heureux par le CNR » et sera adopté le 15 mars 1944 et posera les bases du modèle social français.**

Afin de rappeler aux jeunes générations l'engagement des hommes et des femmes qui se sont levés contre l'occupant nazi et le régime collaborationniste de Vichy et de donner l'occasion d'une réflexion sur les valeurs de la Résistance ainsi que celles portées par le programme du Conseil national de la Résistance, la date du 27 mai a été retenue comme Journée nationale de la Résistance.



Depuis 2013, les collèges et les lycées sont invités à s'associer à cette commémoration. Des manifestations ou des activités éducatives spécifiques peuvent être organisées, en lien avec les programmes d'enseignement et prendre différentes formes : rencontres avec des témoins, conférences, débats autour d'un film, d'une exposition ou d'une représentation théâtrale, etc...

Le Musée de la Résistance de Châteaubriant présente actuellement une exposition sur les deux dernières années de la guerre, intitulée « 1944/1945 : la fin de la guerre – opérations, répressions, déportations et fin du 3<sup>e</sup> Reich ».

Par ailleurs, l'association des Amis du Musée propose exposition temporaire itinérante et animations, rencontre pédagogique, vidéo...

Pour rappel, le livre « En vie, en joue, enjeux » de Didier Guyvarc'h et Loïc Le Gac sur les 50 otages est toujours disponible.

**« Nouvelles de Loire-Atlantique »**

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET  
 Commission paritaire : N°0325 P 11519  
 Imprimerie : IMPRAM Lannion  
 Composition : Clément CHEBANIER  
 Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET

NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00  
 E-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :  
 Louis CHRETIEN Pedro MAIA  
 Pascal DIVAY Véronique MAHE  
 Alain BOURDEAU

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel  
 Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées  
 Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

**Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique**

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les *Nouvelles de Loire-Atlantique* ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM : .....PRENOM : .....  
 ADRESSE : .....  
 TEL : ..... EMAIL : .....

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros  
 Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de .....€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES  
 Chèque à l'ordre de ADF44  
 Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)